

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

**PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL
du 05 JUIN 2023, à 19 heures**

PRÉSENTS : Monsieur de LA PORTBARRÉ Dominique, Maire – Mesdames LE SCORNET Sylvie, HEMON Soizick, VILLENEUVE Catherine, Adjointes – Messieurs VUILLAUME Michel, DUVAL Yvonnick, LABBÉ René, JENOUVRIER Stéphane, Adjoints – Mesdames THOMAS Huguette, SOULAT Véronique, GOUDEDRANCHE Isabelle, GRANDIN Stéphanie, DABO Delphine, TARDIEU Arlette, GALLOU Isabelle, PERRIGAULT Chantal, conseillères municipales, Messieurs LEMONNIER Philippe, BELLEC Loïc, COURDENT Stéphane, SIGURET Jérôme, JENOUVRIER Fabien, COLLET Vincent, LIDOU Yves, LESNÉ Loïc, conseillers municipaux.

ABSENTS EXCUSÉS :

Monsieur COTARMANAC'H Yves, conseiller municipal (procuration donnée à Monsieur le Maire),
Madame LE GARREC Virginie, conseillère municipale (procuration donnée à Madame LE SCORNET),
Madame LEPAIGNEUL Virginie, conseillère municipale.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur LEMONNIER Philippe, conseiller municipal.

Procès-verbal de la séance du 02 mai 2023 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

TRAVAUX

**2023.33 – Le Grand Jardin : avenant n°1- AMIANTE PRO-
Désamiantage**

Rapporteur : Monsieur Stéphane JENOUVRIER, Adjoint

Suite à la démolition/désamiantage, l'entreprise AMIANTE PRO s'est inquiétée de la présence d'amiante supplémentaire, non révélée lors du diagnostic avant travaux, réalisé par l'entreprise QUALICONSULT.

Pour rappel, l'entreprise QUALICONSULT a été retenue après un appel à concurrence pour la prestation de diagnostic avant travaux. Cette démarche est obligatoire pour tous travaux portant sur un bâtiment antérieur au 1^{er} janvier 1997.

Dans ce cadre, 41 prélèvements ont été réalisés après visite du bâtiment dont 3 se sont révélés positifs à l'amiante.

Ultérieurement au cours de la démolition, il est apparu une interrogation sur la colle d'un joint d'étanchéité de la chaudière. Ceci a conduit à 5 prélèvements supplémentaires afin de lever ces interrogations. 2 prélèvements positifs ont conduit au désamiantage des 2 points identifiés (un tuyau en fibrociment et le joint d'étanchéité de la chaudière).

Ces travaux supplémentaires de désamiantage sont de 3000 € HT portant exclusivement sur les travaux de retrait, de mesures et d'évacuations. (Les frais fixes étant déjà inclus dans le marché initial).

La partie désamiantage dans le marché de démolition/désamiantage, correspond à un montant de 10 320 € HT sur les 64 429.50 € HT (cela comprenait les plaques en fibrociment du garage très facile à traiter en comparaison d'une colle).

Le coût de suppression des 2 nouveaux points positifs est donc identique par rapport au marché initial.

- Entendu cet exposé,
- Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :
- 24 POUR 0 CONTRE 2 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** cet avenant n°1 du marché de désamiantage avec l'entreprise AMIANTE PRO pour un montant de 3 000 € HT.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce relative au dossier.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Comment comprendre la répétition de ces problèmes de découverte d'amiante (déjà le cas sur les travaux de la médiathèque) ? Il est précisé que malgré les nombreux sondages réalisés en amont du chantier, il y a 40 points de contrôle dont seuls 3 se sont révélés positifs, il peut y avoir des traces d'amiante qui n'ont pas été détectés avant le démarrage des travaux.
- ❖ Pour information, la charpente est démontée à compter du mardi 6 juin.
- ❖ Le montant de l'avenant a été établi par rapport aux prix d'appel d'offres.

2023-34 – Effacement des réseaux : Pont-Benoît- Estimation du SDE 35 (réseau électrique, réseau d'éclairage public, infrastructures de télécommunication) (2023-34)

Rapporteur : Monsieur Philippe LEMONNIER, Conseiller délégué

Monsieur Philippe Lemonnier, conseiller délégué, informe l'assemblée que le syndicat Départemental d'Energie 35 (SDE 35) a été sollicité pour chiffrer les travaux d'effacement des réseaux électriques, téléphoniques, et d'éclairage public au lieu-dit Pont Benoît. Les estimations produites sont les suivantes :

Travaux sur le réseau électrique basse tension

Détail des modalités financières	
1. BASE DE CALCUL DE LA PARTICIPATION	111 136,30 €
2. TAUX SDE	40,00 %
3. MODULATION	1,00
4. MONTANT ESTIME DE LA PARTICIPATION DU SDE35	44 454,52 €
5. MONTANT ESTIME DE LA PARTICIPATION DU BENEFICIAIRE H.T.	66 681,78 €
6. T.V.A	€
7. MONTANT TOTAL ESTIME DE LA PARTICIPATION DU BENEFICIAIRE	66 681,78 €

Coût d'étude détaillée : 2 640.00 €

Travaux sur le réseau d'éclairage public

Détail des modalités financières	
1. BASE DE CALCUL DE LA PARTICIPATION	29 722,00 €
2. TAUX SDE	50,00 %
3. MODULATION	1,20
4. MONTANT ESTIME DE LA PARTICIPATION DU SDE35	17 833,20 €
5. MONTANT ESTIME DE LA PARTICIPATION DU BENEFICIAIRE H.T.	11 888,80 €
6. T.V.A	€
7. MONTANT TOTAL ESTIME DE LA PARTICIPATION DU BENEFICIAIRE	11 888,80 €

Coût d'étude détaillée : 1 210.00 €

Travaux sur les infrastructures de télécommunications

Détail des modalités financières	
5. MONTANT ESTIME DE LA PARTICIPATION DU BENEFICIAIRE H.T.	29 200,00 €
7. MONTANT TOTAL ESTIME DE LA PARTICIPATION DU BENEFICIAIRE	35 140,00 €

Pour les travaux à réaliser sur les infrastructures de télécommunication, il s'agit uniquement d'une enveloppe prévisionnelle, Orange réalisant les APS pour le SDE35 après le déclenchement de l'étude détaillée.

Coût d'étude détaillée : 2 700.00 €

PONT-BENOIT / TOTAL DES TRAVAUX : 113 710.58 €.

NB : Les montants des études seront facturés à la commune (soit 6 550.00 € HT), seulement dans le cas où elles ne seraient pas suivies d'une commande des travaux.

La commission voirie a donné un avis favorable à ce projet le 16 mai 2023.

- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- 26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **PREND CONNAISSANCE** du chiffrage réalisé par le SDE 35 pour les travaux d'effacement des réseaux électriques, téléphoniques et d'éclairage public pour le Pont-Benoît,
- **SOLLICITE** le Syndicat Départemental d'Energie 35 pour la réalisation des études détaillées ci-dessus.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Monsieur LEMONNIER précise que des travaux, réalisés par le Département, sont prévus sur la D6, entre Pont-Benoît et Saint-Benoît des Ondes. Le devis est en attente.

2023-35 – Effacement des réseaux : Le Fougeray- Saisie du SDE 35 (effacement des réseaux et de l'éclairage public)

Rapporteur : Monsieur Philippe LEMONNIER, Conseiller délégué

Monsieur Philippe Lemonnier, conseiller délégué, informe qu'au cours de sa réunion du 16 mai 2023, les membres de la commission voirie (Bourg et Hors Bourg) ont émis le souhait de voir engager un programme d'effacement des réseaux et d'éclairage public au lieu-dit « Le Fougeray ».

Ce programme permettrait ainsi de remplacer l'ensemble des éclairages identifiés comme points noirs dans les rapports du SDE 35.

- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- 26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **SAISIT** le Syndicat Départemental d'Energie 35 pour lancer cette étude technique et obtenir le chiffrage de l'opération.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Il est rappelé la nécessité pour la commune de régulariser certaines acquisitions et la possibilité de faire elle-même les actes administratifs en lien avec ces régularisations.

2023-36 – Avenant au protocole d'accord de rétrocession du lotissement Le Clos Guillou

Rapporteur : Monsieur René LABBÉ, Adjoint

Monsieur Labbé rappelle que par une délibération en date du 28 mars 2022, un protocole d'accord a été signé avec l'ASL du Clos Guillou pour engager les démarches de rétrocession du lotissement.

Dans ce protocole, est mentionné à l'article 2 le calendrier établi. Ce dernier est rappelé ci-dessous :

- *Phase 1 : à partir du 1er juin 2022 : rétrocession et entretien des espaces verts par la commune,*
- *Phase 2 : d'ici le 1er juin 2023 : rétrocession de la voirie à la commune et de l'assainissement à Saint-Malo Agglomération (si ITV réseau favorable),*
- *Phase 3 : d'ici le 1er juin 2024 : rétrocession de l'éclairage public à la commune.*

Ces dates sont indicatives et pourront faire l'objet d'une modification après accord entre les parties.

Aussi, après un premier transfert des espaces verts, la 2^{ème} phase devait être engagée. Or, à la lecture des résultats des inspections télévisuelles des réseaux d'assainissement qui ont été réalisés pour le compte de l'ASL, des travaux s'avèrent nécessaires.

Afin de financer ces travaux, l'ASL a demandé la possibilité de modifier le calendrier de rétrocession, comme suit :

- 1- Une rétrocession de l'éclairage public au 1^{er} janvier 2024
- 2- Une rétrocession de la voirie et l'assainissement au 1^{er} janvier 2025 (ou possiblement en 2026 en fonction des montants de travaux à supporter par l'ASL).

Cette demande a été étudiée par les commissions d'urbanisme du 09 mai 2023 et de voirie du 16 mai 2023 qui ont émis un avis favorable.

Pour rappel, le protocole a été conclu pour une durée de 3 ans, renouvelable tacitement une année, en cas d'imprévu. Cette inversion ne modifie donc pas la durée totale du protocole initial.

- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- **26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION**

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** la mise en place d'un avenant à ce protocole portant sur la modification du calendrier.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce relative au dossier.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Il est précisé que l'ensemble des travaux nécessaires est réalisé par l'ASL du Clos Guillou avant la rétrocession.

AFFAIRES SCOLAIRES ET JEUNESSE

Rapporteur : Monsieur Yvonnick DUVAL, Adjoint

2023-37 – Adoption des tarifs périscolaires 2023/2024 (restauration, garderie)

La commission des affaires scolaires, enfance et jeunesse s'est réunie le 9 mai 2023.

Afin d'anticiper les préparatifs de la rentrée, il est proposé à l'assemblée de délibérer sur les tarifs des services périscolaires pour l'année 2023-2024.

RESTAURANT SCOLAIRE :

Après avoir pris connaissance de l'augmentation de l'inflation et du coût des repas au restaurant scolaire, la commission des affaires scolaires/enfance/jeunesse propose une augmentation des tarifs comme suit pour la rentrée prochaine :

CATEGORIE	Année scolaire 2022/2023		Année scolaire 2023/2024	
	PRIX UNITAIRE	PRIX REDUIT A PARTIR DU 3 ^e ENFANT	PRIX UNITAIRE	PRIX REDUIT A PARTIR DU 3 ^e ENFANT
Repas (maternelle et primaire)	3.70 €	3.00 €	3.90 €	3.20 €
Panier repas (enfant allergique)	1.00 €		1.20 €	
Majoration du prix du repas pour inscription hors délai et/ou élève sans inscription	3.70 €		3.90 €	
Repas servi au SIAJE	3.70 €	3.00 €	3.90 €	3.20 €
Repas instituteurs-professeurs des écoles	5.60 €		5.80 €	

GARDERIE MUNICIPALE :

Une légère augmentation est proposée pour la garderie de l'après-midi avec goûter, comme suit :

TRANCHES HORAIRES	Année scolaire 2022/2023		Année scolaire 2023/2024	
	TARIF	PRIX REDUIT A PARTIR DU 3° ENFANT	TARIF	PRIX REDUIT A PARTIR DU 3° ENFANT
Matin (7h15-9h00)	1.30 €	1.00 €	1.30 €	1.00 €
Après-midi (16h30-18h00) avec goûter	1.60 €	1.25 €	1.65 €	1.25 €
Soir (18h00-19h00)	1.10 €	0.70 €	1.10 €	0.70 €
Pénalités pour récupération tardive de l'enfant (après 19h)	15 €		15 €	

- Entendu cet exposé,
- Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :
- 26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** les tarifs revalorisés de restauration scolaire et de garderie municipale, tels que présentés ci-dessus, qui seront applicables pour la rentrée 2023/2024,
- **PRECISE** que la majoration de 3.90 € pour retard et/ou sans inscription s'ajoute au prix du repas.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ La hausse légère des tarifs est liée au coût des matières premières mais la volonté municipale est pour le moment de ne pas dépasser les 4€ le ticket.

2023-38 – Attribution d'une subvention à l'association Tricotin

Pour rappel :

Depuis 2017, la commune apporte son concours financier au LAEP itinérant TRICOTIN (lieu d'accueil Enfants/Parents).

Les activités de TRICOTIN sont accueillies tous les lundis dans la salle Horiz'ondes entre 8H45 et 12H10, y compris dans la salle de convivialité pendant les vacances scolaires.

TRICOTIN reçoit toutes les familles ayant des enfants de moins de 6 ans, et en priorité celles qui sont fragilisées, gratuitement et sans inscription.

Son objectif : soutenir la fonction parentale par le lien familial et social dans un autre espace de socialisation pour l'enfant.

L'encadrement se fait obligatoirement par deux professionnelles de l'écoute (une éducatrice, une psychologue).

Exposé :

- L'association a présenté un bilan des activités 2022 à la commune.
- La Caisse d'Allocations Familiales finance le LAEP agréé « Tricotin » avec une prestation de service à hauteur de 30 % du budget de fonctionnement.
- Depuis le 1^{er} janvier 2022, dans le cadre des conventions territoriales globales signées entre la CAF et les collectivités territoriales, le versement direct de la CAF à l'association du bonus territoire a permis une prise en charge plus importante.

En conséquence, la part demandée aux communes est diminuée et la participation communale demandée par TRICOTIN est de 1600 € pour l'année 2023.

- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- 26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** de verser la somme de 1600 € à l'association TRICOTIN au titre de participation communale 2023.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Il est précisé que cette association s'adresse à toutes les communes de l'agglomération, mais que seules 4 en supportent les frais de fonctionnement : Plerguer, Cancale, Saint Jouan des Guérêts et Saint-Méloir des Ondes. Le problème est rencontré également avec d'autres structures, telles que France Services, mais le bilan global demeure très intéressant pour les méloriens.

2023-39 – Convention 2023/2026 avec l'école de Musique de la Baie de Cancale

Monsieur Yvonnick DUVAL explique que la convention qui régissait les relations techniques, juridiques et financières entre l'association « Ecole de Musique de la Baie de Cancale » et la commune est arrivée à expiration.

Il est proposé de reconduire un nouveau partenariat sur les bases suivantes :

Durée : Du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2026

Locaux : Les activités de l'association se feront dans les locaux mis à disposition par les communes membres.

Financement : La subvention communale comprend désormais :

- **Une part fixe** liée au nombre d'habitants et définie pour toute la durée de la convention
 - Commune de Cancale : 25 000 €
 - Autres communes partenaires : 1 500 €
(Saint-Méloir des Ondes, Saint-Père Marc en Poulet, Saint-Jouan des Guérêts)

- **Une part modulable** liée au nombre d'élèves. Chaque année, pour le 15 novembre, l'école de musique fournira à chaque commune la liste des élèves inscrits, permettant ainsi de définir le montant de la part modulable pour l'année suivante.
N.B : Si la variation du nombre d'élèves entraînait une modification significative de celle-ci, un point sera fait aussitôt entre l'école et la commune concernée.
- **Une part modulable** instrumentiste : 200€/élève
- **Une part modulable** atelier : 80 €/élève.

- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- 26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **EMET** un avis favorable pour la reconduction de ce partenariat avec l'Ecole de Musique de la Baie de Cancale,
- **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires au budget 2024,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention à venir et toute pièce relative au dossier.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Les modalités de calcul sont réalisées sur le nombre d'habitants. Pour les 3 communes concernées, un forfait de 1500 € est appliqué.
- ❖ Comme mentionné lors d'un précédent conseil, il serait intéressant d'envisager, après les travaux, des représentations au Grand Jardin.

RESSOURCES HUMAINES

Rapporteur : Madame Sylvie LE SCORNET, Adjointe

2023-40 – Mise en place du RIFSEEP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction publique, notamment ses articles L712-1, L712-2, L712-13, L713-1, L714-4 à L714-8,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014,

Vu l'arrêté du 03 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les attachés territoriaux ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application au corps interministériel des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les rédacteurs territoriaux ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps interministériel des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les adjoints administratifs territoriaux ;

Vu l'arrêté du 07 novembre 2017 pris pour l'application au corps interministériel des techniciens supérieurs du développement durable de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les techniciens territoriaux ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application au corps interministériel des adjoints techniques de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les agents de maîtrise ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application au corps interministériel des adjoints techniques de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les adjoints techniques territoriaux ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps interministériel des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les adjoints territoriaux d'animation ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application au corps interministériel des adjoints administratifs de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps interministériel des bibliothécaires de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les assistants de conservation du patrimoine ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps interministériel des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris pour les adjoints du patrimoine territoriaux ;

Vu l'arrêté du 24 juin 2020 abrogeant l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 04/05/2023,

Il est rappelé que dans la fonction publique territoriale, le régime indemnitaire est fixé localement par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, dans la limite des régimes dont bénéficient les différents services de l'Etat.

Le régime indemnitaire, RIFSEEP (régime indemnitaire de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel) comporte deux éléments :

- Une partie fixe : L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et à son expérience professionnelle. Elle est rattachée au poste de travail.
- Une partie variable : Le complément indemnitaire (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Dispositions préliminaires :

Considérant la nécessité de mettre à jour le régime indemnitaire mis en place en 2016, pour sa part fixe conformément à la réglementation en vigueur,

Considérant la nécessité de mettre en place l'application de la part variable conformément à la réglementation et conformément à la décision numéro 2018-227 du conseil constitutionnel en date du 13 juillet 2018 qui confirme que les communes sont tenues de mettre en place le complément indemnitaire annuel,

La commune a engagé une réflexion sur l'actualisation du régime indemnitaire en se fixant les objectifs suivants :

- Prendre en compte la place de chaque poste dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes,
- Susciter l'engagement des collaborateurs,
- Valoriser l'implication des agents,
- Garantir à chaque agent en poste le maintien des montants alloués antérieurement.

Les moyens utilisés par la commission du personnel pour conduire le projet :

- La méthode retenue pour l'analyse de chaque poste est l'analyse critérielle qui définit des indicateurs de classification à partir des trois critères définis par le Décret N° 2014-513 du 20 mai 2014.
- Chaque poste a été analysé et coté individuellement au regard de la fiche de poste,
- Des réunions de travail ont été organisées à chaque étape de l'actualisation avec les représentants du personnel, ainsi qu'avec les membres du personnel.

Un groupe de travail a été constitué pour participer au projet, en complément des travaux :

- Il était constitué d'élus et de membres du personnel représentant les différentes filières (techniques, administrative, etc...) et catégories de la Fonction Publique Territoriale (A, B, C).
- Plusieurs réunions ont été organisées : une réunion de présentation à l'ensemble du personnel, deux réunions du groupe de travail, trois réunions de la commission du personnel.
- La présente délibération est le fruit de ce processus de concertation.

Composition du régime indemnitaire :

- L'indemnité liée aux fonctions, sujétions et expertise
- Le complément lié à l'engagement professionnel
- Les réfections liées à l'absentéisme
- Les règles de cumul
- La date d'entrée en vigueur.

1- L'INDEMNITE LIEE AUX FONCTIONS, SUJETIONS ET EXPERTISE (IFSE)

❖ Les bénéficiaires :

Les bénéficiaires sont les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, non-complet ou à temps partiel.

Les contractuels de droit public sur poste permanent au-delà de six mois d'ancienneté, calculé au prorata du taux horaire indiqué dans le contrat.

Au vu de la réglementation en vigueur, une telle indemnité a été instaurée pour les corps ou services de l'Etat servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois suivants :

- Filière administrative :
Attachés
Rédacteurs
Adjointes administratifs
- Filière technique :
Techniciens
Agents de maîtrise
Adjointes techniques
- Filière culturelle, patrimoine et bibliothèque :
Assistants de conservation
Adjointes du patrimoine
- Filière animation :
Adjointes d'animation
- Filière médico-sociale :
Agents spécialisés des écoles maternelles

Pour les cadres d'emplois non encore visés par des textes appliquant le RIFSEEP, les primes seront automatiquement remplacées par la référence RIFSEEP progressivement en fonction de la parution des arrêtés déclinant le RIFSEEP aux corps de référence.

A ce jour, certaines filières ne sont pas concernées comme les agents de la filière Sécurité (police municipale). Le RIFSEEP ne leur sera pas appliqué, une indemnité spécifique leur sera attribuée.

La collectivité a déterminé des groupes de fonctions conformément aux préconisations de la circulaire du 5 décembre 2014. Les postes recensés dans chaque groupe font l'objet d'une analyse individuelle à partir des critères définis ci-dessous :

❖ **Définition des groupes de fonctions : les fonctions d'un cadre d'emplois sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivant**

1. Fonctions d'encadrements, de coordination, de pilotage ou de conception,
2. Technicité, expertise et expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
3. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le nombre de groupes de fonctions est fixé pour chaque cadre d'emploi au regard du nombre de groupes fixé pour le corps d'emplois de référence :

Catégorie A : 2 groupes

Catégorie B : 2 groupes

Catégorie C : 3 groupes

❖ **Définition des critères pour la part fixe (IFSE) :**

La part fixe tiendra compte des critères ci-après :

- 1) Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :
 - Le niveau dans la hiérarchie,
 - Le niveau de responsabilité et d'encadrement : nombre d'agents encadrés,
 - Niveau de coordination,
 - Niveau de conception,

- Responsabilité de projet,
- Complexité du poste,
- Diversité des domaines de compétences,
- Rareté de l'expertise.

2) Technicité, expertise et expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :

- Technicité nécessaire,
- Complexité du poste,
- Autonomie et reporting,
- Diversité des missions,
- Horaires atypiques,
- Relations internes et externes,
- Niveau de qualification.

3) Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

- Accueil du public,
- Relations internes et externes,
- Risques liés aux missions,
- Travail à l'extérieur,
- Efforts physiques,
- Habilitations/certifications,
- Horaires atypiques.

❖ **Définition des montants plafonds de référence de la part fixe IFSE (indemnités de fonctions, de sujétions et d'expertise :**

Le montant indemnitaire globalement alloué à chaque agent est fixé dans les limites des maximas autorisés par la réglementation. Dans le respect de ces maximas, la collectivité définit les plafonds suivants :

CATEGORIE	GROUPE DE FONCTION	FONCTIONS	MONTANT ANNUEL MAXI
A	A1	Direction générale	16 973
	A3	Chargé d'études	11 271
B	B1	Responsable de service	9 610
	B2	Expertise/adjoint au responsable	8 237
C	C1	Responsable d'équipe	5 616
	C2	Référent activité/adjoint	4 914
	C3	Agent opérationnel	3 510

L'autorité territoriale attribue individuellement l'indemnité liée aux fonctions par arrêté à chaque agent dans la limite du plafond individuel maximum du groupe de fonctions.

❖ **Maintien à titre personnel :**

Il est décidé de maintenir pour chaque agent le niveau indemnitaire mensuel perçu antérieurement sauf en cas de changement de fonctions.

❖ Le réexamen de l'IFSE :

Le montant de l'IFSE fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de groupe de fonction;
- En cas de changement de cadre d'emploi à la suite d'une promotion ou de la nomination par voie de concours. Ce critère sera pris en compte selon l'appréciation de l'autorité territoriale,
- A minima tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction.

Le principe du réexamen n'implique pas une revalorisation automatique.

❖ Les conditions de versement de l'IFSE :

L'IFSE est versée mensuellement et fait l'objet d'un prorata en fonction du temps de travail de l'agent : temps complet, temps non complet, temps partiel dans les mêmes conditions que le traitement.

2- LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL :

L'autorité territoriale pourra verser une indemnité complémentaire liée à l'engagement professionnel de l'agent. Cet engagement professionnel est apprécié lors de l'entretien professionnel de l'agent.

➤ Les bénéficiaires :

Les bénéficiaires du complément indemnitaire sont les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, non-complet ou à temps partiel.

Les contractuels de droit public sur poste permanent au-delà de six mois d'ancienneté, calculé au prorata du taux horaire indiqué dans le contrat.

➤ La détermination des groupes de fonctions et des montants maximums du complément indemnitaire :

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE et conformément à la circulaire du 5 décembre 2014 qui préconise que les attributions individuelles ne doivent pas représenter une part disproportionnée dans le régime indemnitaire personnel de l'agent la part du complément indemnitaire maximale sera fixée comme suit :

CATEGORIE	GROUPE DE FONCTION	FONCTIONS	Plafond CIA= % du montant annuel max RIFSEEP	PLAFOND ANNUEL CIA
A	A1	Direction générale	15%	2 995
	A3	Chargé d'études	15%	1 989
B	B1	Responsable de service	12%	1 310
	B2	Expertise/adjoint au responsable	12%	1 123
C	C1	Responsable d'équipe	10%	624
	C2	Référent activité/adjoint	10%	546
	C3	Agent opérationnel	10%	390

Les montants versés au titre du complément indemnitaire n'ont pas vocation à être reconduits automatiquement d'une année sur l'autre. L'autorité territoriale attribue individuellement le complément indemnitaire par arrêté suite à l'entretien professionnel.

➤ **Définition des critères d'attribution du complément indemnitaire :**

Le complément indemnitaire tient compte de l'engagement professionnel de l'agent et de sa façon de servir. L'appréciation de cette dernière se fonde sur l'entretien professionnel. Dès lors, il pourra être tenu compte de la réalisation d'objectifs annuels individuels ou collectifs.

Les critères d'appréciation retenus sont ceux fixés pour l'entretien professionnel comme suit :

- L'investissement,
- Capacité à travailler en équipe,
- Connaissance de son domaine d'intervention,
- Capacité à s'adapter aux exigences,
- Le sens du service public/la déontologie,
- La valeur professionnelle de l'agent.

➤ **Les conditions de versement :**

Le complément indemnitaire est versé mensuellement au regard du compte rendu de l'entretien professionnel N-1.

Le complément indemnitaire sera proratisé au temps de travail et suivra le sort des éléments obligatoires de rémunération.

En cas d'indisponibilité physique ou d'absence prolongée le complément indemnitaire ne sera maintenu que s'il est possible pour l'agent d'atteindre ses objectifs.

3- LES REFACTIONS LIEES A L'ABSENTEISME :

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat dans certaines situations de congés le régime indemnitaire sera traité comme suit :

Le RIFSEEP est maintenu pendant :

- Les congés annuels, JRTT, repos compensateurs,
- Congés bonifiés
- Congés pris au titre du Compte Epargne Temps – CET
- Absence liée à une action de formation professionnelle
- Congé pour formation syndicale
- Décharge de service pour exercer un mandat syndical – DAS
- Les congés de maternité, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant.

Le RIFSEEP suit le traitement pendant :

- Les congés de maladie ordinaire : dans ce cas, les primes sont maintenues en intégralité pendant les périodes de plein traitement et réduit de moitié pendant les périodes à demi-traitement
- Les congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle
- Les congés pour invalidité temporaire imputable au service
- Temps partiel thérapeutique
- Autorisation spéciale d'absence
- Absence liée à la Période Préparatoire au Reclassement – PPR

Le RIFSEEP est suspendu pendant :

- Les congés de longue maladie et de longue durée pour les fonctionnaires,
- Les congés de grave maladie,
- Congé parental,
- Congé de proche aidant,
- Congé de solidarité familiale
- Disponibilité,
- Congé de formation professionnelle,
- Suspension,
- Exclusion temporaire de fonctions,
- Faits de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet,

4- LES REGLES DE CUMUL :

Le RIFSEEP est exclusif de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le RIFSEEP est cumulable avec certaines primes et indemnités, notamment :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, indemnité de mission),
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA (dispositif compensant les pertes de pouvoir d'achat),
- La prime d'intéressement à la performance collective des services,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, indemnité horaire pour travail de nuit, jours fériés et dimanches, ...),
- La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction,
- La Nouvelle Bonification indiciaire (NBI),
- L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.),
- L'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,
- Les primes régies par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (prime annuelle, 13ème mois, ...).

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ainsi, il ne pourra se cumuler avec :

- La prime de fonction et de résultats (PFR),
- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- L'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (I.E.M.P.),
- La prime de service et de rendement (P.S.R.),
- L'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- La prime de fonction informatique,
- L'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes,
- Indemnité de sujétions spéciales,
- Indemnité de risques et de sujétions spéciales des psychologues,
- Prime d'encadrement,
- Prime forfaitaire mensuelle des auxiliaires de soins ou de puériculture,
- Prime spéciale de sujétions des auxiliaires de puériculture ou de soins,
- Prime spécifique,
- Prime bicyclette.

5- LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR :

L'actualisation du régime indemnitaire rentrera en application à compter du 1^{er} juin 2023.

Le CST en date du 04/05/2023 a émis un avis favorable.

Une présentation a été réalisée aux groupes de travail RIFSEEP composé d'Elus, de techniciens et d'agents de différentes filières les 10/02 et 10/03/2023, ainsi qu'aux commissions du personnel en date du 19/01, 22/02 et 05/04/2023.

- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- **26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION**

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **INSCRIT** au budget les crédits correspondants,
- **AUTORISE** l'autorité territoriale à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de ces deux parts dans le respect des principes définis ci-dessus,
- **INDIQUE** que les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement, sont abrogées pour les cadres d'emplois ci-dessus visés,
- **AUTORISE** l'autorité territoriale à signer tout autre acte y afférent.

Echanges au sein de l'assemblée :

- ❖ Une remarque est formulée au sujet du montant du pourcentage du CIA, plus important pour les catégories A, regrettant cette situation. Il est précisé que les pourcentages appliqués sont ceux indiqués par les décrets.
- ❖ Il est à noter que l'IFSE (part fixe) est révisable tous les 4 ans, quant au CIA (part variable) il est révisable notamment lors de l'entretien individuel de fin d'année. C'est pourquoi la qualité de celui-ci est primordial pour évaluer au plus juste l'investissement de l'agent. Pour répondre aux interrogations, un encadrant ayant des lacunes en management a un supérieur N+1 pour pallier à cette carence.
- ❖ Il faut savoir qu'il ne s'agit pas d'une augmentation mais d'une régularisation par rapport à la réglementation en vigueur. Le salaire d'un fonctionnaire est composé d'un traitement de base calculé sur le point d'indice de la Fonction Publique et de primes imposables.
- ❖ Concernant l'incidence financière pour la commune, il est rappelé que cette mise en place du RIFSEEP ne se fait pas à enveloppe constante. Pour certains agents, il y aura rattrapage, pour d'autres pas de changement. Tout cela a été pris en compte dans le budget primitif 2023.

2023-41 – Prime de fin d'année : Mise à jour

Les agents communaux titulaires et contractuels bénéficient d'une prime de fin d'année (d'un montant de 554.76 € pour 2022) qui fait l'objet d'une revalorisation selon les barèmes des traitements de la fonction publique.

Le nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) étant mis en place au sein de la collectivité, il est proposé que la prime de fin d'année suive le même traitement de maintien en cas de congés énoncés dans l'article 3 dans ladite délibération du RIFSEEP.

Ainsi, la prime de fin d'année :

Sera maintenue pendant :

- Les congés annuels, JRTT, repos compensateurs,
- Congés bonifiés
- Congés pris au titre du Compte Epargne Temps – CET
- Absence liée à une action de formation professionnelle
- Congé pour formation syndicale
- Décharge de service pour exercer un mandat syndical – DAS
- Les congés de maternité, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant.

Suivra le traitement pendant :

- Les congés de maladie ordinaire : dans ce cas, la prime sont maintenues en intégralité pendant les périodes de plein traitement et réduit de moitié pendant les périodes à demi-traitement
- Les congés consécutifs à un accident de service ou à une maladie professionnelle
- Les congés pour invalidité temporaire imputable au service
- Temps partiel thérapeutique
- Autorisation spéciale d'absence
- Absence liée à la Période Préparatoire au Reclassement – PPR

Sera suspendue pendant :

- Les congés de longue maladie et de longue durée pour les fonctionnaires,
- Les congés de grave maladie,
- Congé parental,
- Congé de proche aidant,
- Congé de solidarité familiale
- Disponibilité,
- Congé de formation professionnelle,
- Suspension,
- Exclusion temporaire de fonctions,
- Faits de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet,

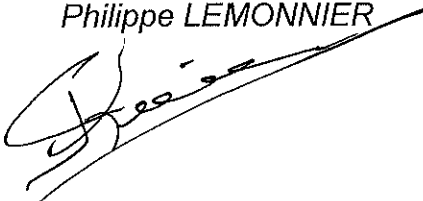
- **Entendu cet exposé,**
- **Après en avoir délibéré et au terme du vote suivant :**
- 26 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité des membres présents :

- **D'ACCEPTER** la modification du régime de la prime de fin d'année selon les conditions énumérées ci-dessus.

Séance close à 20h26,

Le secrétaire de séance,
Philippe LEMONNIER



Le Maire,
Dominique de LA PORTBARRÉ



